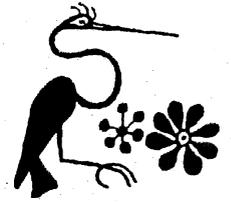




**AMÉRIQUE
DU SUD**



D 2139 • AmS3
16-31 mars 1997

MOTS-CLEFS

Femmes
Développement
Écologie
Citoyenneté

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

DES FEMMES ANDINES PARLENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉQUITABLE

Au Sommet des Amériques sur le développement durable ou Sommet de la terre, qui s'est déroulé au mois de décembre 1996 à Santa Cruz (Bolivie), une fois de plus la voix des femmes s'est faite entendre au travers des organismes non gouvernementaux de femmes appartenant à la région andine. Elles ont fait connaître leurs opinions dans un document, et

"parce que nous nous sentons responsables du développement de nos peuples, nous ne restons pas silencieuses face à un événement d'une importance continentale". Nous présentons ci-dessous quelques extraits de ce document sélectionnés par Utopias, janvier-février 1997 (Colombie).

Pourquoi nous, les femmes, nous soutenons un développement durable

Nous, citoyennes appartenant au mouvement non gouvernemental des femmes de Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela, regroupées dans la Coalition politique des femmes andines, nous exprimons ici nos attentes et nos droits quant à la Déclaration et au Plan d'action que les chefs d'État et de gouvernement de nos pays s'empres- sent de signer à ce Sommet des Amériques sur le développement durable.

L'engagement du Sommet de la terre est en attente

Dans la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement - CNUMAD - qui s'est déroulée à Rio de Janeiro en 1992, plus de 180 pays et 120 chefs de gouvernement ont approuvé le concept de développement durable comme étant "celui qui répond aux nécessités du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres

nécessités".

L'objectif poursuivi par ces accords est de faire en sorte que nous qui habitons la terre, nous commençons à pratiquer de nouveaux styles de vie, que les nations de la planète changent leurs stratégies de développement, que toutes et chacune des 5,5 milliards de personnes qui peuplent la terre, nous inventions des sociétés équitables et respectueuses de l'environnement.

C'est ainsi que nous les femmes, nous comprenons le développement durable comme un processus qui vise à atteindre l'équité entre les êtres humains, la viabilité économique et l'équilibre écologique. Notre conception de la "durabilité" est distante de celle qui donne la priorité à la croissance économique ou qui met uniquement l'accent sur la conservation de l'environnement en minimisant les défis que pose l'équité sociale.

Nous vivons dans des pays d'une grande diversité culturelle et biologique

Notre citoyenneté n'est pas seulement

construite à partir des indices de pauvreté ou d'une biodiversité perdue. Nos peuples andins sont formés de femmes et d'hommes dont la majorité est jeune, qui produisent, qui aiment, qui croient, qui rêvent.

Nos pays se caractérisent par la possession d'écosystèmes uniques au monde et par la mosaïque colorée de nos peuples. Nos ancêtres ont su vivre en harmonie avec l'environnement, ils ont maintenu des relations d'équité et non de domination de la nature.

La sagesse que gardent les femmes paysannes et indigènes des Andes est connue ; elles sont détentrices de secrets sur les liens écologiques et l'aménagement des écosystèmes fragiles, un savoir que nous nous sentons dans l'obligation de défendre et de conserver. Nous sommes des pays pluriculturels et marqués par les biodiversités. C'est cette diversité qui nous donne la force, des droits et une identité. Et c'est aussi un lieu de référence pour construire l'équité entre les hommes et les femmes. Nous devons construire sur la base de cette diversité le développe-

ment durable auquel nous aspirons tous.

Nos droits de procréer ne sont pas une menace pour l'environnement

Dans l'urgence de trouver des solutions immédiates, les techniciens et les politiques tendent à établir une relation linéaire entre la croissance de la population et une dégradation accrue de l'environnement. On faisait le même type d'association dans les années 60 pour expliquer la pauvreté. On soutenait donc qu'à un plus grand nombre de gens correspondait une plus grande pauvreté. Avec cet argument, on a stérilisé des centaines de milliers de femmes pauvres du continent sans leur consentement.

Face à des équations aussi simples que celles-ci, les facteurs sociaux, économiques, politiques et institutionnels qui interviennent dans les relations que les êtres humains ont entre eux, perdent toute pertinence, comme par exemple les relations entre hommes et femmes, de même que les liens entre les personnes et la nature.

C'est la persistance des relations inéquitables entre les êtres humains qui donne lieu à des phénomènes dramatiques comme la pauvreté ; c'est l'accès inégal aux ressources naturelles et la répartition injuste des bénéfices de leur jouissance qui intensifie la dégradation de l'environnement.

Pour nous autres, l'important n'est pas de savoir combien nous sommes mais quels types de relations nous entretenons. Pour cela, nous voulons que, à ce Sommet, nos droits de procréer soient respectés, conformément à la recommandation du chapitre 5, point 5.50 de l'Agenda 21 sur la dynamique démographique et la durabilité : "Les gouvernements devraient prendre des mesures actives, de façon urgente, selon les conditions et les systèmes juridiques de chaque pays, pour que les femmes et les hommes puissent obtenir le même droit de décider de manière libre et responsable du nombre et de l'espacement des naissances de leurs enfants, et qu'ils puissent accéder à l'information, à l'éducation et aux moyens convenables qui leur permet-

traient d'exercer ce droit en conformité avec leur liberté, leur dignité et leur valeur personnelle, prenant en compte les considérations éthiques et culturelles".

Ni gérantes, ni victimes de l'environnement

Les premières images de la relation que les femmes ont eues avec l'environnement et les ressources naturelles sont apparues dans les années 70 quand commencèrent à être visibles les impacts négatifs sur les femmes pauvres de la campagne qu'ont eus les programmes de développement et la dégradation de l'environnement, produits de la modernisation introduite dans le monde rural en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Ce n'est qu'après le Sommet de Rio que la crise de l'environnement a cessé d'être un problème des pays du Sud ou celui des femmes pauvres habitant cette moitié du monde. Pendant que la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement se déroulait dans cette ville, les femmes organisaient un forum parallèle d'ONG (la Planète Femme), où on traita les thèmes de l'Agenda 21 des femmes et où on obtint qu'ils forment le chapitre 24 de l'Agenda 21 approuvé par la CNUMAD : "Mesures mondiales en faveur de la femme pour atteindre un développement durable et équitable".

Le Sommet de Rio représente un jalon dans le mouvement international des femmes. Celui-ci s'est alors manifesté avec maturité en défendant la construction d'une planète saine ; à la fois, il a réclamé les droits des femmes et il a invité les hommes à partager la responsabilité de l'avenir de la terre. Au chapitre 24 également, il est recommandé aux gouvernements de mettre activement en pratique des moyens tels que celui qui consiste à : "... examiner des politiques et élaborer des plans qui permettent d'augmenter le nombre des femmes participant à l'élaboration des décisions, la planification, la direction, les travaux des sciences et des conseils techniques dans la formulation, le développement et l'application des politiques et des programmes de développement durable".

Afin de ne pas les surcharger avec ces tâches et ces responsabilités, il est recommandé dans la plate-forme d'action de Beijing de "renforcer ou établir les mécanismes au niveau régional, national et international pour évaluer les effets des politiques de développement et d'environnement sur la femme".

Nous, les femmes, avons droit à une citoyenneté entière

Écologistes et humanistes, nous partageons les mêmes préoccupations au sujet du modèle de développement en vigueur car nous le considérons comme excluant, hiérarchique et basé sur une logique économique consommatrice de ressources naturelles et sur une science valorisée comme étant la forme universelle de connaissance.

Travailler à la construction des sociétés durables de l'avenir est un processus qui implique d'abord et avant tout un changement de valeurs et de perspectives.

Il ne s'agit pas d'ajouter des propositions relatives à l'environnement ou au genre [masculin/féminin], au modèle traditionnel de développement. En effet, si les discours économiques, écologistes et sociaux ne dépassent pas les limites de leur propre domaine, et s'ils ne s'ouvrent pas à une compréhension globale du monde et aux formes démocratiques de participation, les acquis sociaux et économiques continueront à être partiels et les conflits relatifs à l'environnement chaque fois plus importants (...)

Aussi longtemps que seront maintenues certaines conditions de subordination et de discrimination à l'égard des femmes, aussi longtemps que les fils secrets qui convergent vers le sommet du pouvoir resteront dans les seules mains des hommes, la pyramide continuera d'être tronquée.

Lorsque nous, toutes les femmes, nous exercerons une citoyenneté pleine et entière, la pyramide sera entière et nous pourrons parler d'un développement durable.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.